

Discours

26^{èmes} journées de Paris des huissiers de justice

Jeudi 16 décembre 2010

Monsieur le président,
M. le ministre (Nallet)
Mesdames, Messieurs les parlementaires (Huyghe)
Mesdames, Messieurs les hauts magistrats,
Mesdames, Messieurs,

Je veux tout d'abord vous dire que c'est à regret que le garde des Sceaux n'a pu, pour des raisons personnelles, répondre à votre invitation pour ces 26^{èmes} journées de Paris. Mais, Monsieur le président, il a d'ores et déjà pu vous dire, lors de votre rencontre en début de mois, combien il était attaché à la profession d'huissier. Je suis donc ici pour vous dire à quel point les huissiers de justice sont importants dans notre dispositif judiciaire et plus largement, sont importants pour chacun de nos concitoyens. Aucun doute n'est possible sur ce point.

Je sais que vous exercez dans des conditions parfois très difficiles et dans des lieux où vous êtes les derniers représentants de la Justice. A ce titre, je veux rendre hommage à ceux de vos confrères qui interviennent parfois au péril de leur vie et soyez assurés que le ministre de la Justice sera toujours attentif aux affaires dans lesquels l'un de vos confrères aura pu être menacé ou même blessé à l'occasion de ses fonctions.

Votre profession est en pleine évolution, nous en sommes tous conscients. En effet, elle doit s'adapter aux conséquences de la réforme de la carte judiciaire et de la compétence territoriale, mais quelquefois aussi à un recul de la signification. Elle doit aussi faire face à des évolutions qui touchent toutes les professions juridiques comme la défiance de nos concitoyens fondée sur quelques exemples isolés, ou leur incompréhension face un système judiciaire de plus en plus complexe.

Malgré ces évolutions, il reste des constantes : vous êtes les garants de l'effectivité d'une décision de justice et vous êtes en contact quotidien avec les « justiciables », les « créanciers » ou

les « débiteurs ». Mais derrière ces termes juridiques qui paraissent sans doute barbares à un grand nombre de nos concitoyens, vous savez combien de réalités humaines ou économiques différentes se cachent. Et c'est la noblesse de votre statut d'officier public et ministériel que de vous occuper de ces dossiers mais surtout de ces personnes et de ces entreprises, de la même façon, quelque soit leur statut. A ce titre, vous êtes le parfait exemple de cette proximité de la justice prônée par beaucoup aussi bien dans les palais de justice qu'à l'extérieur.

C'est ainsi que le thème de vos journées de Paris sur « le rôle de la Justice dans la sortie de crise » s'inscrit tout à fait dans cette vision puisque une crise économique finit toujours par se traduire par des contentieux ou des difficultés de recouvrement et que par conséquent vous êtes au cœur de cette réalité.

Je souhaite que les conclusions de vos travaux soient fructueuses.

Une fois reconnue la valeur de votre intervention au service de la Justice, il est de la responsabilité du gouvernement et du

ministère de la Justice et des Libertés en particulier de vous donner les moyens d'exercer votre mission le plus efficacement possible.

Sur ce sujet, je ne peux pas laisser se répandre l'impression ou le sentiment que vous êtes abandonnés ou oubliés du ministère de la Justice. En effet, derrière la médiatique création de l'acte contresigné par avocat, en réalité, beaucoup plus discrètement, votre profession est en train de vivre une évolution profonde de son statut et de ces moyens d'actions. La détermination du ministère de la Justice à faire avancer ces sujets, et votre président peut en témoigner, sera la même pour traiter les dossiers à venir.

I. Comme je vous le disais, votre profession va être profondément modernisée dans les semaines et mois qui viennent grâce aux nouvelles possibilités données par les textes qui viennent d'être votés ou qui seront votés très prochainement.

1. D'une part, vous êtes renforcés dans vos missions traditionnelles d'huissier de justice que sont la signification, l'exécution et la réalisation de constats.

Sur chacun de ces points, la proposition de loi Béteille relative à l'exécution des décisions de justice qui a été votée définitivement la semaine dernière vous apporte des garanties nouvelles, voire de nouveaux marchés.

Il est apparu important à tous que la **délivrance de vos actes soit facilitée** : c'est chose faite avec la possibilité nouvelle d'accéder aux parties communes des immeubles et la possibilité de demander aux administrations l'adresse du débiteur sans passer par le procureur de la République.

La proposition de loi **renforce la force probante du constat d'huissier**. Excepté en matière pénale, le constat fera foi jusqu'à preuve contraire. Certains n'y voient qu'une mesure symbolique. Je crois, au contraire, que c'est la manifestation réelle de l'importance de votre statut d'officier public et ministériel et de la confiance de l'Etat que ce statut révèle.

Ce renforcement de la valeur probante des constats va de paire avec la consécration des constats locatifs amiables non tarifés.

Enfin, la **signification électronique devient possible** et il vous appartient maintenant de mettre en œuvre cette dématérialisation, mais je sais que vous en avez saisi toute l'importance et que vous aurez à cœur une mise en route rapide.

2. D'autre part, les procédures d'exécution seront simplifiées.

Votre juge privilégié au sein du tribunal, **le juge de l'exécution**, sera recentré sur ses seules prérogatives en matière d'exécution, puisque le surendettement sera confié au juge d'instance.

La simplification du droit est un engagement du gouvernement : cela se traduit, pour vous, par la simplification de la procédure de **reprise des locaux abandonnés** puisqu'une procédure d'expulsion ne sera plus nécessaire.

De la même façon, grâce à l'habilitation du législateur, le gouvernement pourra achever très rapidement le **code des procédures civiles d'exécution**, pour une adoption avant la fin de l'année 2011.

Ainsi vous aurez votre juge privilégié et votre code en ce qui concerne l'exécution.

3 . Enfin, votre statut d'huissier de justice évolue.

Vous demandiez l'adaptation de ce **statut** ; la loi a ouvert de nouvelles possibilités. Je ne les citerai pas toutes tant elles sont nombreuses mais il m'apparaît qu'elles sont fondées sur deux grands principes.

Premier principe : la nécessité d'avoir des professionnels toujours mieux formés et conscients de leurs devoirs déontologiques. A ce titre, je me contenterai d'évoquer l'obligation nouvelle de formation continue et la régionalisation de la discipline.

Second principe : la nécessité d'avoir des études économiquement viables pour assurer le meilleur service de nos concitoyens. La création de l'huissier salarié, la possibilité d'une interprofessionnalité capitalistique avec d'autres professionnels du droit doivent permettre un développement de vos études.

Enfin, votre chambre nationale sort renforcée de ces textes puisqu'elle acquière de nouveaux pouvoirs notamment de représentation des intérêts de votre profession comme partie civile.

Les textes adoptés cette année viennent concrétiser les engagements pris auprès de vous par le garde des Sceaux. Nous conduirons donc les chantiers à venir avec une égale détermination et dans un souci d'écoute de vos besoins et des perspectives utiles au bon exercice de votre profession.

II. Nous avons encore de nombreux chantiers à mener à bien. En effet, le ministre vous l'a dit Monsieur le Président, et je

vous le répète aujourd'hui : il souhaite que ces réformes se fassent dans un dialogue constant avec vous.

1. Je sais, Monsieur le président, que tout le monde s'interroge sur la question du **coût des audiences pénales pour les huissiers**.

Vos préoccupations sur ce sujet ont retenu toute l'attention du garde des Sceaux qui a demandé la constitution d'un groupe de travail paritaire, réunissant huissiers bien sûr, magistrats et représentants du ministère de la justice. En effet, il est persuadé de votre rôle fondamental au sein même de nos palais de justice pour pacifier et aider à l'organisation des audiences. Ce groupe de travail s'est déjà réuni. Il a pour mission de réfléchir à la valorisation de vos tâches à l'audience et à la maîtrise de la durée de votre présence : il y aura très certainement une harmonisation des pratiques à opérer. Ses conclusions sont attendues au premier trimestre 2011.

Sans attendre les résultats de ce groupe de travail, le ministre m'a chargé de vous annoncer d'ores et déjà que le principe d'une revalorisation substantielle de votre rémunération était

acquis : *[elle pourrait se situer entre deux et trois fois le montant de votre rémunération]*. Et comme le ministre vous l'a clairement dit Monsieur le Président, il défendra cette augmentation au sein du gouvernement.

2. A l'occasion de la discussion parlementaire de la proposition de loi sur les ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, il y a eu un débat sur votre activité accessoire de vente aux enchères.

Bien entendu je ne peux qu'adhérer à votre souhait d'un dialogue constructif entre les professions sur ces questions. En tout état de cause, nous ne pouvons que nous féliciter de l'évolution du texte suite à l'examen par la commission des lois de l'Assemblée nationale qui parvient à préserver les équilibres historiques de chacune des professions concernées. En effet, notre discours commun sur cette question a été entendu

*

* *

Vous le voyez, et je n'en ai évoqué ici que les grandes lignes, les réalisations de ses derniers mois et celles encore à venir sont

nombreuses, elles témoignent de la mobilisation du garde des Sceaux sur ces sujets. En effet, une décision de justice n'est rien si elle ne peut pas être exécutée : vous êtes donc les garants du respect des droits de nos concitoyens. A ce titre, soyez assurés du soutien du ministère de la Justice pour vous donner les moyens d'accomplir votre mission quotidiennement : vous avez pu le constater cette année sur les textes vous concernant, vous pourrez aussi en juger l'année prochaine.

Je vous remercie.